



**RETURN BIDS TO:**

**RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

Bid Receiving Public Works and Government  
Services Canada/Réception des soumissions  
Travaux publics et Services gouvernementaux  
Canada

800 Burrard Street, Room 219

800, rue Burrard, pièce 219

Vancouver

British Columbia

V6Z 0B9

Bid Fax: (604) 775-9381

**LETTER OF INTEREST**

**LETTRE D'INTÉRÊT**

**Comments - Commentaires**

CE DOCUMENT CONTIENT UN EXIGENCE DE  
SECURITE

**Vendor/Firm Name and Address**

Raison sociale et adresse du  
fournisseur/de l'entrepreneur

**Issuing Office - Bureau de distribution**

Public Works and Government Services Canada - Pacific  
Region

800 Burrard Street, Room 219

800, rue Burrard, pièce 219

Vancouver

British C

V6Z 0B9

<b>Title - Sujet</b> Projet de contrôle à la source AELI	
<b>Solicitation No. - N° de l'invitation</b> EZ113-210191/A	<b>Date</b> 2020-06-12
<b>Client Reference No. - N° de référence du client</b>	<b>GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG</b> PW-\$PWY-028-8784
<b>File No. - N° de dossier</b> PWY-0-43021 (028)	<b>CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME</b>
<b>Solicitation Closes - L'invitation prend fin</b> <b>at - à 02:00 PM</b> <b>on - le 2020-06-30</b>	
<b>Time Zone</b> <b>Fuseau horaire</b> Pacific Daylight Saving Time PDT	
<b>F.O.B. - F.A.B.</b> <b>Plant-Usine:</b> <input type="checkbox"/> <b>Destination:</b> <input checked="" type="checkbox"/> <b>Other-Autre:</b> <input type="checkbox"/>	
<b>Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à:</b> Lam (PWY), Tian	<b>Buyer Id - Id de l'acheteur</b> pwy028
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> (604) 363-7968 ( )	<b>FAX No. - N° de FAX</b> (604) 775-6633
<b>Destination - of Goods, Services, and Construction:</b> <b>Destination - des biens, services et construction:</b> DND - CFB Comox, BC	

**Instructions: See Herein**

**Instructions: Voir aux présentes**

<b>Delivery Required - Livraison exigée</b> See Herein	<b>Delivery Offered - Livraison proposée</b>
<b>Vendor/Firm Name and Address</b> <b>Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur</b>	
<b>Telephone No. - N° de téléphone</b> <b>Facsimile No. - N° de télécopieur</b>	
<b>Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm</b> <b>(type or print)</b> <b>Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/</b> <b>de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)</b>	
<b>Signature</b>	<b>Date</b>

## **Demande de renseignements (DDR)**

### **Projet de contrôle à la source dans l'AELI (aire d'entraînement à la lutte contre les incendies) de la BFC Comox, Lazo (C.-B.)**

#### **Objectif de la présente DDR**

Au nom du ministère de la Défense nationale (Canada), Services publics et Approvisionnement Canada (SPAC) demande aux parties intéressées de fournir des renseignements sur l'assainissement du sol, des sédiments et de l'eau de construction contaminés dans l'aire d'entraînement à la lutte contre les incendies (AELI) de la base des Forces canadiennes (BFC) Comox. La présente DDR a pour objet de recueillir des renseignements qui pourraient aider le Canada à élaborer un processus d'approvisionnement à venir. S'il reçoit suffisamment de renseignements, le Canada pourra, sans pour autant en avoir l'obligation, lancer un processus d'appel d'offres concurrentiel, limité ou prescrit.

Les objectifs de l'émission de la présente DDR sont les suivants :

- faire connaître le projet à l'industrie;
- informer l'industrie des exigences relatives à la sécurité applicables aux éventuels travaux contractuels exécutés sur place;
- aviser l'industrie des exigences renforcées en matière de santé et de sécurité découlant de la pandémie de la COVID-19;
- recueillir des renseignements et susciter de l'intérêt pour ce projet et permettre à l'industrie de proposer des idées ou de faire état de préoccupations et de poser des questions;
- vérifier qu'il existe des installations de décharge, de traitement ou de destruction appropriées pour les contaminants du sol, ainsi que le volume et la qualité prévus du sol;
- recenser toute contrainte technique, logistique ou réglementaire pour la gestion des contaminants associés aux matières sur place.

#### **Coût estimatif du projet**

Le coût estimatif total du projet se situe entre 20 000 001 et 40 000 000 \$.

#### **Contexte de la DDR**

Le ministère de la Défense nationale (MDN), qui administre la base des Forces canadiennes (BFC) Comox, met en œuvre un programme d'assainissement et de gestion des risques dans l'aire d'entraînement à la lutte contre les incendies (AELI) de la BFC Comox afin de remédier à la contamination du sol et des eaux souterraines due aux activités d'entraînement des pompiers. Le projet comprend l'enlèvement du sol à la source dans certaines zones afin de réduire la masse de contaminants sur place et la responsabilité associée pour le MDN. Les travaux

comporteront l'excavation, la gestion des matières contaminées et la restauration du site, mais la présente DDR se concentre sur les composantes du projet liées à la gestion des contaminants (c'est-à-dire le traitement, la destruction ou l'élimination) et les exigences relatives à la sécurité.

En raison d'anciennes activités dans l'AELI de la BFC Comox, la contamination du sol dans la zone du projet dépasse les lignes directrices fédérales en matière d'utilisation industrielle des terres. Les principaux contaminants préoccupants dans le sol de l'AELI sont les substances per- et polyfluoroalkylées et leurs précurseurs (SPFA), mais le sol présente aussi une contamination limitée par des hydrocarbures pétroliers qu'il faut aussi gérer. Les données relatives à d'autres paramètres, notamment les métaux, les composés organiques volatils, les phénols, les glycols, les polychlorobiphényles, les herbicides et les explosifs, sont inférieures aux lignes directrices fédérales canadiennes et aux normes provinciales de référence. Les tableaux ci-joints résument les contaminants préoccupants analysés et fournissent des statistiques sommaires.

Les SPFA, les principaux contaminants préoccupants dans l'AELI, constituent une famille complexe de plus de 3 000 produits chimiques organofluorés fabriqués par l'homme. Les SPFA présentes dans le sol de l'AELI sont une préoccupation environnementale en raison de leur distribution générale, de leur persistance, de leur toxicité et de leur tendance à la bioaccumulation. De nombreux paramètres des SPFA ont été identifiés dans des formulations historiques de mousses anti-incendie et dans les milieux contaminés connexes. Toutefois, pour le moment, les laboratoires commerciaux du Canada ne fournissent des analyses que pour un nombre limité de substances chimiques distinctes liées aux mousses anti-incendie. Les analyses du sol du site ont révélé la présence de jusqu'à 30 paramètres de SPFA. Les concentrations des paramètres sur place ne devraient pas dépasser les limites fixées par la Convention de Stockholm. Les résultats d'analyses des précurseurs oxydables totaux (POT) donnent collectivement à penser que des précurseurs de SPFA sont présents dans le sol des zones d'excavation proposées. Des copies des résultats d'analyses des POT sont jointes à titre d'information.

### **Description du projet**

Ce projet, dont l'appel d'offres devrait être publié en janvier 2021, vise l'assainissement des sols, des sédiments et des eaux de construction contaminés dans l'AELI de la BFC Comox. Il est proposé d'enlever et d'assainir jusqu'à 30 000 mètres cubes de sol contaminé. En raison de restrictions matérielles, l'assainissement des sols ne peut être effectué sur place et sera réalisé par temps sec (c'est-à-dire en été). Après l'excavation, la zone sera nivelée par importation d'un remblai géotechnique propre et l'AELI sera restaurée pour une utilisation opérationnelle. Les travaux d'assainissement requis dans le cadre du présent marché ne constituent pas un projet d'excavation et d'élimination standard, comme il est expliqué ci-dessous.

- Les composants des SPFA ne sont pas encore réglementés dans toutes les administrations canadiennes et peuvent ne pas être explicitement envisagés dans les permis. La prise en compte particulière de chaque option de gestion visant les SPFA est justifiée pour protéger l'environnement. Les systèmes de confinement des déchets solides et des lixiviats ainsi que l'efficacité de leur traitement ou de leur destruction, présentent un intérêt particulier.
- La caractérisation des matériaux d'excavation convient à la classification initiale des sols dans le cadre du projet. L'entrepreneur sera responsable de toute caractérisation supplémentaire des sédiments nécessaire durant la réalisation du marché aux fins de santé et de sécurité, de transport, d'élimination ou de respect de règlements ou de permis. Les matières sont classifiées comme des déchets « terres industrielles+ », selon le Règlement sur les sites contaminés de la Colombie-Britannique (*British Columbia Contaminated Sites Regulation – BC CSR*). Pour les besoins de ce projet, les sols contaminés par des SPFA sont considérés comme des déchets dangereux à des fins d'élimination.
- Les matériaux excavés dans la zone du projet dans l'AELI se trouvent dans des zones d'accès restreint. Les travaux effectués à la BFC Comox doivent être conformes aux pratiques et aux procédures environnementales.
- La dispersion des sols contaminés pendant l'excavation, la construction, la manutention et le transport, ainsi que pendant le traitement, la destruction ou l'élimination risque de propager la contamination et préoccupe grandement TPSGC. L'entrepreneur devra mener les travaux de manière à réduire autant que possible la dispersion des sols contaminés et respectera les exigences en matière de protection de l'environnement précisées dans les spécifications et dans les permis.
- L'entrepreneur devra prendre grand soin de procéder aux travaux d'une manière sécuritaire convenant à un projet de dépollution de ce contaminant précis.

### **Exigences en matière de sécurité industrielle**

Voici les exigences de sécurité OBLIGATOIRES que les soumissionnaires doivent remplir pour avoir le droit de soumissionner pour le projet, si et quand un appel d'offres public est lancé auprès de la communauté des soumissionnaires :

À la date de clôture de la demande de soumissions, le proposant doit détenir une attestation de sécurité valable. À défaut de satisfaire à ces exigences, la proposition sera considérée comme étant non recevable et sera rejetée d'emblée.

Les membres du personnel du proposant retenu, ainsi que tout sous-traitant et les membres de son personnel, qui effectueront quelque partie que ce soit des travaux durant l'exécution du contrat subséquent doivent aussi se conformer aux exigences obligatoires en matière de sécurité.

Il incombe au soumissionnaire retenu de s'assurer que les exigences en matière de sécurité sont respectées tout au long du contrat. Le Canada ne sera pas tenu responsable ou redevable

de tout retard ou frais supplémentaires associés avec la non-conformité du soumissionnaire retenu aux exigences obligatoires en matière de sécurité.

Le site des travaux (AELI) se trouve dans une zone où les exigences en matière de sécurité industrielle suivantes s'appliquent :

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, une attestation de vérification d'organisation désignée (VOD) en vigueur, délivrée par le Programme de sécurité des contrats (PSC), Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de **FIABILITÉ** en vigueur, délivrée ou approuvée par le PSC, TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE DOIVENT PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable du PSC, TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
  - a) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et directive de sécurité (s'il y a lieu), reproduite ci-joint à l'Annexe \_\_\_\_\_ ;
  - b) du *Manuel de la sécurité industrielle* (dernière édition).

TPSGC parrainera tout fournisseur potentiel qui ne détient pas le niveau d'autorisation de sécurité indiqué ci-dessus afin que la DSIC puisse entamer les procédures pour obtenir une autorisation de sécurité. Les fournisseurs qui désirent un tel parrainage doivent en faire la demande par écrit à l'autorité contractante désignée dans la présente DDR.

### **COVID-19 – Exigences particulières en matière de santé et de sécurité**

Les entrepreneurs seront tenus de prendre les mesures de protection de la santé et de la sécurité propres à la COVID-19, conformément aux protocoles pertinents et aux avis des autorités de santé publique et des associations de l'industrie de la construction. Les sites suivants renferment des exemples de mesures :

BC Provincial Health Services Authority – Centre for Disease Control (en anglais seulement)  
[http://www.bccdc.ca/health-info/diseases-conditions/covid-19/common-questions?utm\\_campaign=20200526\\_GCPE\\_AM\\_COVID\\_1\\_ADW\\_BCGOV\\_EN\\_BC\\_TEXT](http://www.bccdc.ca/health-info/diseases-conditions/covid-19/common-questions?utm_campaign=20200526_GCPE_AM_COVID_1_ADW_BCGOV_EN_BC_TEXT)

Association canadienne de la construction  
<http://www.cca-acc.com/wp-content/uploads/2020/06/ACC-COVID-19-Protocole-normalis%C3%A9-pour-tous-les-chantiers-de-construction-canadiens-05-26-20.pdf>

### **Questions relatives au projet de contrôle à la source dans l'AELI**

Aux fins de ce projet, le Canada souhaite connaître la disponibilité et l'efficacité des fournisseurs de services, y compris les services et les installations qui gèrent des déchets contaminés par des SPFA (et d'autres contaminants, comme indiqué) au moyen de l'un des services de gestion suivants :

- destruction/transformation hors site;
- traitement hors site (séparation/stabilisation/solidification);
- élimination hors site dans une installation de traitement des déchets dangereux autorisée.

Dans votre réponse à la présente DDR, veuillez fournir des renseignements qui décrivent vos services de gestion des contaminants (en particulier en ce qui concerne les SPFA, mais aussi les autres contaminants préoccupants présents dans l'AELI), y compris tous les détails techniques, logistiques, réglementaires et commerciaux pertinents qui se rapportent au projet, entre autres, les questions suivantes.

1. Proposez-vous des services de gestion des SPFA (et d'autres contaminants présents dans l'AELI)? Dans l'affirmative, veuillez fournir une liste des services que vous offrez et indiquer laquelle des méthodes énumérées ci-dessus vous employez. Veuillez inclure, le cas échéant, des exemples de services réalisés pour la contamination du sol par des SPFA. Veuillez inclure un résumé détaillé comprenant un bref historique des travaux ou des projets réalisés dans les 10 dernières années (le cas échéant).
2. Décrivez le cadre réglementaire pour chaque installation qui serait probablement appliquer dans la gestion des SPFA pour ce projet de contrôle à la source dans l'AELI, par exemple le stockage temporaire, la mise en décharge, la destruction et/ou le traitement et l'élimination finale, y compris l'organisme de réglementation, les permis/autorisations d'exploitation, le processus d'approbation réglementaire et les exigences de rapports courants. Indiquez spécifiquement si la décharge est autorisée à accepter des déchets dangereux. Nous vous encourageons à inclure les permis/approbations applicables et des preuves de conformité pour les cinq dernières années.
3. En cas de traitement ou de destruction, démontrez que le service élimine 99,99 p. 100 des SPFA (y compris les précurseurs). Si cela est techniquement possible, fournissez des données de bilan massique qui documentent la capture ou la minéralisation complète de la masse de fluor, entre autres le perfluorooctane sulfonate (PFOS) et l'acide perfluorooctanoïque (APFO) dans tous les rejets (sol, liquide et vapeur/émissions). Inclure l'approbation d'un professionnel qualifié indépendant et ses titres de compétence.
4. Détaillez la boucle complète du processus (par exemple, dans un diagramme de flux), de l'entrée au rejet final (solide, liquide, vapeur, émissions), y compris le stockage temporaire, le transport, l'acceptation de l'installation; le stockage; le procédé de

traitement; les lieux de rejet et les permis de procédé, de rejet ou d'élimination connexes pour chaque étape.

5. Pour les décharges : décrivez le processus étape par étape pour la gestion des déchets de SPFA à la décharge, entre autres la gestion des lixiviats et les procédés de traitement.
6. Fournissez des données confirmant que l'installation de gestion a la capacité d'accepter le volume prévu (jusqu'à 30 000 m<sup>3</sup>) et le calendrier prévu pour l'achèvement (c'est-à-dire les certificats d'élimination ou de traitement). Indiquez toute contrainte logistique aux installations de gestion, par exemple, la capacité de traitement, vitesse et/ou limites de permis; les implications en matière de transport (volumes des barges) ou la capacité de stockage.
7. Pour les technologies de traitement (par exemple la solidification), en plus des questions ci-dessus, indiquez les implications de l'expansion du volume total du sol, le cas échéant, et si le produit final pourrait être géotechniquement adapté au remblayage et toute contrainte sur son utilisation future.
8. Veuillez indiquer toute autre question, préoccupation, nouvelle technologie, pratique innovante ou autre recommandation non traitée ci-dessus.

#### **Remarques importantes à l'intention des répondants**

Les répondants peuvent envoyer leur réponse à l'autorité contractante de SPAC indiquée ci-dessous, de préférence par courriel.

Tian Lam  
Spécialiste en approvisionnement, Attribution des marchés immobiliers  
Services publics et Approvisionnement Canada  
219 – 800, rue Burrard  
Vancouver (C.-B.) V6Z 0B9  
Adresse électronique/téléphone/télécopieur: [Tian.Lam@pwgsc-tpsgc.gc.ca](mailto:Tian.Lam@pwgsc-tpsgc.gc.ca)/604-363-7968/604-775-6633

-----  
La présente DDR ne constitue pas un appel d'offres ni une demande de propositions (DP). Elle ne donnera pas lieu à la conclusion d'un accord ou d'un contrat. La publication de la présente DDR ne constitue nullement un engagement de la part du gouvernement du Canada et elle n'autorise aucunement les éventuels répondants à entreprendre des travaux dont le coût pourrait être facturé au Canada. La DDR ne doit pas être considérée comme un engagement à lancer une demande de soumissions subséquente ou à attribuer un ou plusieurs marchés pour les travaux décrits dans les présentes.

La présente DDR n'est ni un appel d'offres, ni un appel de propositions, ni un processus de préqualification, et elle ne doit pas être interprétée comme telle. La présentation d'une réponse à la DDR ou la participation à une réunion ne vise pas à créer et ne crée pas d'obligations contractuelles ou juridiquement contraignantes, notamment d'obligations d'acceptation ou de rejet de l'information, d'entreprendre des négociations ou de refuser d'entreprendre ou de poursuivre des négociations, ou encore d'attribuer ou de refuser d'attribuer un contrat. La participation à la présente DDR et la présentation d'une réponse à la

DDR ne constituent pas un préalable à la participation à un processus commercial subséquent, le cas échéant.

Les répondants sont priés de faire part de leurs commentaires, de leurs préoccupations et, le cas échéant, de formuler d'autres recommandations sur la façon dont les exigences ou les objectifs décrits dans la présente DDR pourraient être satisfaits. Les répondants devraient expliquer leurs hypothèses dans leurs réponses.

La réponse à la présente DDR n'est pas assujettie à une structure ou à un format officiel. Le répondant ne devrait pas hésiter à fournir les renseignements qu'il estime utiles et pertinents pour l'analyse du projet par le Canada et l'élaboration de documents d'invitation à soumissionner en vue de l'achat d'une solution répondant à ses besoins.

Le Canada peut, à son entière discrétion, communiquer avec les répondants afin de leur poser des questions supplémentaires ou de leur demander des précisions sur tout aspect d'une réponse.

La présente DDR ne donnera pas lieu à la création d'une liste de fournisseurs. Par conséquent, le fait d'y répondre ou non n'empêche aucunement un fournisseur de participer à tout processus d'approvisionnement ultérieur.

Les réponses seront traitées en toute confidentialité, sous réserve des dispositions de la *Loi sur l'accès à l'information* (L.R.C. [1985], ch. A-1) et de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (L.R.C. [1985], ch. P-21).

Le Canada n'attribuera directement d'aucune manière les renseignements que les répondants auront désignés comme « confidentiels » ou de « propriété exclusive » dans leur réponse.

Les réponses ne feront pas l'objet d'une évaluation formelle. Toutefois, TPSGC et le ministère de la Défense nationale examineront toutes les réponses reçues d'ici la date de clôture de la DDR. Le Canada pourra, à sa discrétion, examiner les réponses reçues après cette date.

Une équipe d'examen, composée de représentants du Canada, examinera les réponses. Le Canada se réserve le droit d'embaucher des experts-conseils indépendants ou d'utiliser toutes les autres ressources qu'il juge nécessaires pour examiner en tout ou en partie les réponses. Les réponses ne seront pas nécessairement toutes examinées par l'ensemble des membres de l'équipe d'examen.

Outre les autres droits exprimés ou implicites, le Canada se réserve les droits suivants :

- .1 annuler le processus de DDR en tout temps;
- .2 annuler le processus de DDR en tout temps et lancer une nouvelle DDR concernant les mêmes renseignements ou des renseignements similaires;



- .3 modifier, à son entière discrétion, l'échéancier et/ou la structure du processus de DDR, y compris la date de clôture;
- .4 demander d'autres précisions ou renseignements utiles aux répondants et/ou donner aux répondants d'autres précisions ou renseignements pertinents au sujet de la DDR;
- .5 communiquer avec tout client ou toute référence figurant dans la soumission d'un répondant;
- .6 ne pas tenir compte d'une réponse dans son intégralité si elle contient des renseignements que le Canada juge faux, inexacts, douteux ou trompeurs.

Les questions concernant la présente DDR doivent être soumises par voie électronique et au représentant de l'autorité contractante susmentionné. Les questions doivent être reçues au moins cinq (5) jours ouvrables avant la date de clôture de la DDR afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Les demandes de renseignements reçues après cette date risquent de ne PAS recevoir de réponse.

Les commentaires et les réponses concernant la présente DDR sont demandés au plus tard le 30 juin 2020 afin de permettre leur examen. Ils doivent être soumis par voie électronique à l'autorité contractante susmentionnée.

La présente DDR peut faire l'objet de modifications et elles seront publiées par le Service électronique d'appels d'offres du gouvernement ([achatsetventes.gc.ca](http://achatsetventes.gc.ca)). TPSGC pourrait donner des réponses écrites aux questions reçues avant la date de clôture ou le jour de la clôture au moyen d'un addenda à la DDR ou d'une page de questions et réponses sur [achatsetventes.gc.ca](http://achatsetventes.gc.ca). Le Canada demande aux répondants de consulter [achatsetventes.gc.ca](http://achatsetventes.gc.ca) régulièrement pour vérifier les modifications apportées, le cas échéant.